

# En Algérie, le pouvoir conforté mais pas légitimé par les élections

Les législatives du 4 mai ont donné la victoire à la coalition au pouvoir. Mais le faible taux de participation traduit la désaffection de l'opinion

**S**ans surprise, le Front de libération nationale (FLN), ex-parti unique, au pouvoir depuis l'indépendance de l'Algérie, a remporté, vendredi 5 mai, les élections législatives, aux côtés de son principal allié, le Rassemblement national démocratique (RND). Les deux formations, qui forment l'alliance présidentielle, conservent donc la majorité absolue à l'Assemblée. Mais la participation – elle s'est établie à 38,25 % –, un enjeu crucial pour le pouvoir qui voulait en faire un marqueur de sa légitimité, n'a pas été au rendez-vous.

Jeudi, quelque 23 millions d'Algériens étaient appelés à élire leurs députés. L'instance nationale chargée de surveiller le déroulement du scrutin a officiellement dénombré « trente-quatre cas de dépassements » transmis à la justice. La journée a surtout été marquée par la sortie publique du président Abdelaziz Bouteflika venu voter dans son bureau d'El-Biar sur les hauteurs d'Alger. Le chef de l'Etat, dont les apparitions sont de plus en plus rares, est apparu en fauteuil roulant et entouré de membres de sa famille, son frère Saïd et ses neveux.

Selon les résultats officiels annoncés vendredi midi par le ministre de l'intérieur, Nouredine Bedoui, le FLN conserve sa première place avec 164 sièges sur 462, mais il est en net recul par rapport à 2012 (moins 51 députés). Quant à son partenaire le RND, dirigé par le directeur de cabinet de la présidence, Ahmed Ouyahia, il remporte 97 sièges, soit 27 de plus qu'en 2012. Ces variations pourraient notamment s'expliquer par les luttes d'influence entre clans au sein du sérail dans un

**Sur les 23 millions d'électeurs potentiels, 8,5 millions se sont rendus aux urnes, dont une part importante a voté blanc**

contexte de succession du président Abdelaziz Bouteflika. Les semaines précédant le scrutin avaient ainsi été émaillées de passes d'armes entre les dirigeants du RND et ceux du FLN.

Les partis islamistes, qui avaient enregistré de mauvais scores en 2012, espéraient améliorer leur présence, ce qu'ils n'ont pas vraiment réussi à faire. Cette fois, ils se sont présentés à travers deux coalitions rivales. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), principale formation islamiste, remporte, avec son partenaire, 33 sièges. L'alliance Ennahda, elle, en compte 15. Quant au Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ), un nouveau parti islamiste fondé par un ancien ministre, il remporte, pour sa part, 19 sièges.

Le camp islamiste totalise donc 67 députés contre 60 auparavant. Aucune autre formation politique n'a obtenu suffisamment de sièges pour pouvoir constituer un groupe parlementaire, qui nécessite 21 députés.

Les déclarations de satisfecit n'ont pas manqué du côté du pouvoir. Le chef du FLN, Djamel Ould Abbas, a rejeté toute idée de

recul, rappelant que sa formation reste la première du pays. Ahmed Ouyahia, du RND, s'est dit satisfait, avant même la proclamation des résultats.

Les réactions du côté de l'opposition étaient bien différentes. « La première leçon du scrutin, c'est que le pouvoir algérien a réparti le même type de quotas que d'habitude à sa clientèle politique », estime ainsi Soufiane Djilali, à la tête du parti d'opposition Jil Jadid (Nouvelle Génération), qui prônait le boycottage des élections. « La deuxième, poursuit-il, c'est que malgré la fraude massive, la participation est restée plus que modeste. »

## Défiance

Le taux de participation officiel annoncé par le ministre de l'intérieur est de 38,25 %, en baisse par rapport à 2012 où il s'élevait à 43,14 %. Sur les 23 millions d'électeurs potentiels, 8,5 millions seulement se sont rendus aux urnes – malgré une journée de vote rallongée d'une heure dans de nombreuses wilayas (divisions administratives) – et parmi eux une part importante a voté blanc. « Il y a eu un boycottage massif qui dénote de la défiance profonde des Algériens à l'encontre de ce système », juge M. Djilali.

Plus que les résultats du vote, c'est la campagne qui l'a précédé qui a été marquante. Dans un pays confronté à de graves difficultés économiques, en raison de la chute des prix du pétrole, et où le président est quasi absent de la scène politique, l'échéance électorale a été boudée. Les autorités avaient pourtant multiplié les initiatives pour inciter les Algériens à se rendre aux urnes – une cam-

## LES CHIFFRES

**38,25 %**

C'est le taux de participation aux élections législatives algériennes au niveau national. Il tombe à 37 % si on ajoute les votes des Algériens établis à l'étranger.

**164**

C'est le nombre de sièges remportés par le Front de libération nationale (FLN) sur les 462 à pourvoir au total. Le Rassemblement national démocratique (RND), quant à lui, en a obtenu 97, alors que l'alliance MSP-FC (islamistes) en compte 33.

pagne d'affichage, un message du chef de l'Etat, des appels aux imams ou encore un congé spécial pour les fonctionnaires –, mais rien n'y a fait.

Outre les appels au boycottage lancés par certains partis de l'opposition – comme Jil Jadid ou Talia El-Houriat (Avant-garde des libertés) de l'ancien chef de gouvernement Ali Benflis –, la campagne a été marquée par des appels, émanant de la société civile, à ne pas participer au scrutin. Comme ces vidéos de jeunes youtubeurs qui ont attiré des millions de vues, en attaquant le régime, son immobilisme et sa corruption, frontalement ou par la satire.

Pour le pouvoir, qui se prépare à la succession d'un président très affaibli, ces manifestations de défiance constituent un problème supplémentaire. ■

CHARLOTTE BOZONNET